

Ryad Mezzour : Le Maroc entame une nouvelle ère industrielle

Fort des succès engrangés au cours des dernières années, l'écosystème industriel national se projette vers une nouvelle étape de son développement. Après être passé d'une destination «low-cost» à «best-cost», la plateforme Maroc logne désormais le statut de «best solution». Pour cela, la formation devra se mettre au diapason de cette ambition.



Publié le 28 avril 2023 à 19h11
Par **Amine El Kadiri**



Le Maroc un pays industrialisé ? Assurément oui, répond Ryad Mezzour, chiffres et arguments à l'appui. S'exprimant à l'ouverture des Industry Meeting Days, ce vendredi à Tanger, le ministre du Commerce et de l'Industrie a énuméré une série d'indicateurs qui permettent de mesurer le chemin parcouru, en quelques années, en matière d'industrialisation du Royaume.

En 2022, 86,8% de la valeur des exportations concernent des produits manufacturés. «C'est énorme ! C'est bien plus que certains pays industrialisés», s'est-il félicité.

Autre chiffres édifiants : entre 2015 et 2022, la valeur des exportations industrielles est passée de 160 MMDH, à 370 MMDH, tandis que les emplois industriels inscrits à la CNSS sont passés de 300.000 postes à plus d'un million.

L'industrie nationale s'est par ailleurs énormément diversifiée. Si les performances de l'industrie automobile (plus de 110 MMDH d'exportations en 2022) sont, à juste titre, celles qui retiennent le plus l'attention, les autres secteurs ne sont pas en reste. «On dit que le textile est moribond, mais il réalise 44 MMDH d'exportations. C'est pas mal !», a fait remarquer Mezzour. Le constat est le même pour les produits agricoles transformés (44 MMDH), l'aéronautique (23 MMDH), ou encore l'électronique (22 MMDH). «C'est pas mal du tout !», a insisté le ministre.

Mieux encore. Selon Mezzour, «on peut même commencer à parler de l'émergence d'une culture industrielle dans le Royaume». Il en veut pour preuve le nombre croissant d'entrepreneurs marocains qui se lancent dans ce secteur qui, il n'y a pas si longtemps, n'intéressait que les investisseurs étrangers. «Sur les 1.600 projets industriels en cours, 80% sont portés par des Marocains. Par ailleurs 50% des investissements dans le pays concernent l'industrie».

Devenir un pays «best solutions»

Fort de ces acquis, l'écosystème industriel national se projette vers une nouvelle étape de son développement. Et c'est le Roi qui en a tracé les grandes lignes dans un message adressé aux participants à la première édition de la Journée nationale de l'Industrie, organisée à Casablanca le 29 mars dernier. Cette nouvelle phase doit faire entrer le Maroc dans une «nouvelle ère industrielle».

Le ministre a rappelé que le principe générateur de cette «nouvelle ère» est la souveraineté industrielle, comme moyen (pour répondre aux besoins du pays) et comme finalité (pour agir comme un moteur de notre industrie). L'objectif ultime, a-t-il rappelé, est la création d'emplois pérennes.

D'après l'analyse du ministre, le Maroc est passé d'un pays low-cost, où les investisseurs venaient parce que la main d'œuvre est bon marché, à un pays best-cost, qui produit des articles de qualité à des prix avantageux. Le tissu industriel national parvient désormais à intégrer des process complexes, qu'ils soient japonais, coréens, européens, ou américains, avec le même niveau de compétence et de productivité... «Voire meilleur», a soutenu le ministre de l'Industrie avec son enthousiasme habituel.

L'étape suivante consiste à passer de «best cost» à «best solution», via une montée en gamme à tous les niveaux, et notamment du capital humain. «Le Maroc doit devenir la meilleure solution pour les investisseurs. C'est la prochaine étape», a-t-il affirmé.

Cette ambition implique une formation, notamment universitaire, au diapason. Un défi que Mohamed Miraoui, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation se dit prêt à relever. «En concertation avec les industriels, nous sommes en train de construire les formations nécessaires, recomposer les filières, à partir d'une page blanche», a-t-il assuré. Dans ce sens, masters, doctorats, écoles d'ingénieurs, ... seront revus en profondeur. L'objectif est de concrétiser, enfin, le rapprochement universités-entreprises.

Mezzour rappelle à ce propos qu'un premier pas important a déjà été fait, avec la signature, en 2022, d'un accord-cadre entre le département de l'Enseignement supérieur et les fédérations de l'automobile et de l'aéronautique, pour former 100.000 techniciens et ingénieurs dans les trois prochaines années. Un partenariat qui porte ses fruits, et qui gagnerait à être généralisé aux autres fédérations sectorielles.